Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Le collectif #JusticeDesEnfants, qui réunit un ensemble varié d'organisations de professionnels de l'enfance, des syndicats de services de prévention aux syndicats de magistrat.e.s, des travailleuses et travailleurs sociaux de l'Aide sociale à l'enfance, de la protection judiciaire de la jeunesse et des avocat.e.s, mais également des associations mobilisées pour la défense des droits des enfants, qu'elles ou ils soient dans leurs familles ou détenu.e.s, s'est mobilisé depuis près de deux ans contre le projet de Code de justice pénale des mineurs (CJPM) élaboré par la précédente garde des Sceaux . Il a porté de façon unitaire un ensemble de propositions pour une justice des enfants éducative, protectrice, bienveillante et émancipatrice.

Fortes de notre vision commune, nos organisations sont convaincues que des politiques publiques ambitieuses requièrent de façon impérieuse l'abandon du projet de Code de justice pénale des mineurs au profit de l'élaboration d'un Code de l'enfance alliant la justice pénale et la protection de l'enfance, replaçant ainsi la protection de nos enfants au centre des enjeux.

Comme nous l'indiquions dans une tribune publiée dans le Monde le 12 février 2019, « *La justice des enfants, pour davantage d'« efficacité », a surtout besoin de moyens. En effet, si certains adolescents attendent parfois plusieurs années pour être jugés, c'est essentiellement parce que les tribunaux n'ont pas les moyens humains et matériels, suffisants pour fonctionner et non parce que la procédure serait par essence trop longue.* »

La crise sanitaire que nous traversons est, malheureusement, venue exacerber toutes ces difficultés déjà criantes. Maintenir coûte que coûte une telle réforme du droit pénal des enfants ne fera qu'aggraver la situation. Il est d'ailleurs illusoire de penser que le report en mars 2021 permettra la résorption de ces graves difficultés avant l'entrée en vigueur du code. Cela va conduire à ce que pendant de nombreux mois, voire plusieurs années, coexistent les deux formes de procédure, ce qui va créer encore plus d'incompréhensions.

Non pas que la justice des enfants n'ait pas besoin d'être réformée, au contraire, nous le réclamons depuis longtemps. Si ce projet de code a tant suscité notre opposition, c'est d'une part pour des questions de méthode, le choix de procéder par ordonnance et au moyen de la procédure accélérée augurant déjà de la piètre qualité de son contenu.

La précipitation ne laisse la place ni à la concertation autre que de façade, ni au réel débat parlementaire.

D'autre part, le champ de l'habilitation nous apparaît trop restrictif, l'élaboration d'un véritable Code de l'enfance, non limité à la procédure pénale, étant essentielle pour **remettre la prévention et la protection au cœur des enjeux**. Enfin, le projet de code tel qu'il ressort de l'ordonnance déposée le 11 septembre 2019 - et comme nous pouvions le craindre avec une telle méthode - manque cruellement d'ambition et ne permet pas, ~~bien au contraire~~, de rompre avec la logique répressive à l'œuvre depuis les années 2000, qui tend à rapprocher la justice des enfants de celle des adultes, sans pour autant avoir démontré son efficacité, bien au contraire.

Le colloque que nous avons organisé le 21 novembre 2019 à l'Assemblée nationale (visionnable [ici](#)) et les documents que nous avons pu produire à cette occasion explicitent largement ce point de vue, qui par ailleurs est pleinement partagé par le Défenseur des droits dans son [avis n°19-14 du 13 décembre 2019](#).

Pour l'ensemble de ces raisons, nous vous invitons solennellement, lorsque vous aurez à examiner le projet de loi concernant ce texte, à ne pas le ratifier. En effet, comme indiqué ci-dessus, il

apparaît primordial de revoir les priorités et d'engager une réelle démarche de consensus sur ce sujet, dès lors qu'une simple amélioration du projet de code par voie d'amendements ne permettra pas de résoudre les difficultés de moyens, ni le défaut majeur de ce texte, à savoir qu'il n'envisage la justice des mineur.e.s qu'au travers de son aspect pénal et dans une logique de gestion des flux.

Si toutefois votre Assemblée devait ratifier ce texte, il nous semble indispensable de ne pas l'adopter en l'état, ce qui serait désastreux pour la justice des enfants et par voie de conséquence pour les adultes ~~de demain~~ qu'ils et elles vont devenir. Aussi, malgré notre opposition à ce texte, nous avons souhaité travailler de manière approfondie des amendements qui pourraient, à tout le moins, en limiter la portée négative. Vous les trouverez ci-joint.

Afin d'éclairer la lecture de ces amendements, nous vous présentons ci-après les principaux, et la philosophie qui nous conduit à les présenter.

- **Établir véritablement, conformément à l'article 40 de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE), un âge minimum au-dessous duquel les enfants seront présumés n'avoir pas la capacité d'enfreindre la loi pénale (amendement à l'article L11-1 du code ainsi qu'à l'ensemble des articles évoquant l'âge de 13 ans), garantir l'excuse de minorité, y compris pour les plus de 16 ans (amendement à l'article L121-7) et rétablir l'âge de 16 ans au moment des faits pour le prononcé du TIG (amendement à l'article L122-1)**

En dépit de la forte communication de l'ancienne garde des Sceaux à ce sujet, il convient de rappeler que le présent projet de code de justice pénale des mineurs ne fixe pas réellement un tel âge. En effet, si l'article L11-1 du projet dispose que : « *Les mineurs de moins de treize ans sont présumés ne pas être capables de discernement. Les mineurs âgés d'au moins treize ans sont présumés être capables de discernement.* », il ne s'agit en réalité que de simples présomptions, susceptibles d'être renversées.

Le critère d'appréciation reste en définitive celui du discernement, un magistrat pouvant donc considérer comme responsable pénalement un mineur de moins de treize ans dès lors qu'il estimera qu'il était « capable de discernement ». Or, parallèlement, nulle définition n'est faite du discernement. S'agissant des mineurs, ce que les magistrats devraient apprécier juridiquement, c'est la maturité de l'enfant ayant commis l'infraction et en conséquence sa capacité à comprendre la loi, à comprendre qu'il a pu l'enfreindre et à intégrer les sanctions encourues en cas de non-respect de celle-ci.

En pratique, compte tenu des enjeux de cette question, qui peut concerner des affaires parfois médiatiques, et faute d'autre solution puisque le discernement n'est pas défini, les magistrats tendent à avoir recours à l'expertise psychiatrique pour apprécier cette notion du discernement. Toutefois, au sens psychiatrique, l'absence de discernement est une notion précise, qui reflète l'existence d'une pathologie psychiatrique, ce qui est beaucoup plus restrictif que l'appréciation de la maturité, si bien que nombres d'experts considèrent capables de discernement, au sens psychiatrique, de très jeunes enfants. Cela va donner lieu à une confusion en fonction des situations, des juridictions et des experts éventuellement désignés.

Dès lors, la rédaction actuelle du texte n'atteint pas l'objectif de l'article 40 de la CIDE qui est de fixer un âge en deçà duquel seules des mesures éducatives et de protection peuvent être prises, à l'exclusion de toute sanction pénale. C'est pourquoi **nos organisations sollicitent au contraire l'instauration d'un seuil d'âge qui soit totalement dissocié de la notion de discernement**. Cela ne signifie pas pour autant que les actes commis par ces enfants ne susciteront aucune réaction,

simplement que la voie de la protection de l'enfance, administrative ou judiciaire, et de l'intervention auprès de la famille, sera préférée.

En outre, l'âge fixé par le CJPM pour cette présomption simple est de 13 ans. Or, dans nombres de pays européens, l'âge fixé est bien plus élevé : 14 ans (Allemagne, Italie), 16 ans (Espagne, Portugal, Belgique) voire même 18 ans (Luxembourg). Aussi, **nos organisations proposent de retenir un seuil d'âge plus élevé que celui du projet, à savoir 14 ans, et un âge encore différencié, de 15 ans, pour le prononcé des peines (amendement à l'article L11-4).**

L'intérêt d'une telle proposition est d'acter que le prononcé de peines n'est pas une solution en deçà de 15 ans, ce qui à l'inverse favorisera l'attribution de moyens à des solutions éducatives innovantes et préventives (d'ailleurs souvent bien moins coûteuses que des peines).

Dans le même sens, il apparaît indispensable de mettre fin aux exceptions qui sont prévues à l'excuse de minorité pour les plus de seize ans. Cette exception n'est en rien justifiée par les connaissances psychologiques ou sociologiques qui démontrent qu'un.e enfant de seize à dix-huit ans reste un.e adolescent.e (les études démontrant même que dans nos sociétés modernes la maturité psychique adulte tend à s'acquérir bien après 18 ans) et qu'il est normal à ce titre d'en tenir compte dans la peine pouvant être prononcée. **Dès lors, nos organisations sollicitent la suppression de l'article L121-7 du projet de code.**

Enfin, la loi du 23 mars 2019, reprise dans le code de justice pénale des mineurs, a prévu que désormais l'âge de 16 ans minimum pour permettre le prononcé d'un travail d'intérêt général correspond à l'âge au moment du prononcé de la sanction, et non à l'âge au moment de la commission de l'infraction. Or, une telle règle implique qu'entre deux enfants âgés de 14 ans au moment des faits l'un ne pourra encourir qu'une mesure éducative parce que la procédure aura été menée à bien rapidement tant par les forces de l'ordre que le tribunal pour enfants, tandis que l'autre, qui aurait subi des délais déraisonnables d'enquête ou de jugement et comparaitrait à l'âge de 16 ans devant la juridiction de jugement serait davantage pénalisé en encourageant une peine de TIG, rappelant que celui-ci est passé à un quantum de 400 heures maximum, identique à celui des adultes.. **Aussi, par souci d'égalité entre les enfants et parce que les peines, y compris de TIG, ne doivent pas être banalisées, il importe de prévoir que l'âge de 16 ans requis à prendre en considération pour le prononcé d'un TIG, soit d'avoir 16 ans au moment des faits et non à la date de comparution devant la juridiction de jugement.**

- **Préserver le sens des mesures éducatives à travers leur nom et leur contenu (amendement dans tout le code sur la dénomination des mesures et à l'article L112-2 du code principalement pour le contenu)**

Le CJPM s'inscrit dans la droite ligne des précédentes réformes de l'ordonnance de 1945 qui l'ont petit à petit vidée de son sens. L'innovation qui reflète le plus cette tendance est le choix qui a été fait de nommer « mise à l'épreuve éducative » la phase de transition entre la première audience, statuant sur la culpabilité, et la seconde, statuant sur la sanction, lorsqu'une mesure éducative est ordonnée. En effet, les termes utilisés traduisent une confusion majeure entre la coercition et l'éducation, qui sont pourtant inconciliables. Cette confusion se retrouve dans le contenu de la mesure, puisqu'il a été prévu que la mesure éducative pouvait tout à la fois consister en un accompagnement éducatif vers l'insertion ou le soin, un placement, une mesure de réparation, mais également toute une série d'interdictions et d'obligations, parfois identiques à celles pouvant figurer dans le cadre d'un contrôle judiciaire.

Les mesures éducatives doivent impérativement se distinguer des mesures répressives, il en va de leur efficacité. En effet, l'essence même de la relation éducative est de se fonder sur un lien de confiance, lien qui est par principe distendu dans le cadre d'une mesure coercitive (qui sous-tend justement une absence de confiance dans le sujet). A l'inverse, les mesures coercitives perdront de leur solennité et seront totalement banalisées (et donc peu respectées) si leur contenu peut être prononcé à l'identique, sans sanction, dans le cadre d'une mesure éducative. Aussi, quel que soit le point de vue duquel on se place, la confusion sur le contenu de la mesure a des effets pervers.

Pour l'ensemble de ces raisons, nos organisations proposent d'une part de **remplacer dans tout le code les termes de « mise à l'épreuve éducative » par « accompagnement éducatif provisoire »** et d'autre part de **supprimer purement et simplement l'ensemble des interdictions et obligations qui ont été prévues dans le cadre de ces mesures (article L112-2, 5° à 9°), afin de privilégier un véritable accompagnement éducatif**

- **Préserver le primat de l'éducatif sur le répressif en garantissant l'existence d'une collégialité d'un bout à l'autre de la procédure chaque fois qu'une peine est envisagée**

Le code de justice pénale des mineurs banalise totalement le prononcé des peines à l'encontre des mineurs au travers de deux aspects de la procédure :

- le ou la juge des enfants, seul.e, pourra désormais prononcer certaines peines en cabinet (article L121-4), alors qu'actuellement il ne peut, dans cette configuration, prononcer que des mesures éducatives ;
- le ou la juge des enfants, seul.e, peut décider de la culpabilité et renvoyer le dossier devant le tribunal pour enfants, qui ne pourra pas revenir sur la décision, pour la sanction (article L521-9).

Pour préserver la philosophie de l'ordonnance du 2 février 1945 qui était de privilégier les mesures éducatives et garantir une véritable justice des enfants adaptée et pertinente, il est indispensable, au-delà des déclarations de principe, de prévoir une procédure qui incite à une réelle réflexion collégiale, avant le prononcé de toute peine. C'est en ce sens que nos organisations sollicitent, comme c'est actuellement le cas, **l'impossibilité pour le ou la juge des enfants seul.e de prononcer une peine**, même perçue comme moins grave que l'emprisonnement. Il sera à ce titre rappelé qu'une peine de travail d'intérêt général n'est pas anodine puisque son non-respect est justement susceptible d'entraîner de l'emprisonnement. Il n'apparaît pas non plus cohérent de pouvoir prononcer une peine, parfois sévère, sans que la décision sur la culpabilité n'ait préalablement été prise collégialement, à tout le moins lorsque les faits sont contestés et que la collégialité est demandée par le prévenu. **Aussi, nos organisations proposent donc des amendements aux articles L521-8 et L521-9 dans le sens d'un renvoi de droit vers le tribunal pour enfants pour le prononcé de la culpabilité lorsque le prévenu en fait la demande et d'une impossibilité pour la juridiction de prononcer une peine si la décision de culpabilité a été prise à juge unique.**

- **Renforcer le primat de l'éducatif sur le répressif en limitant les possibilités de recourir au contrôle judiciaire et à la détention provisoire ainsi qu'à l'exécution provisoire des peines d'emprisonnement**

Parmi les objectifs de cette réforme, la précédente garde des Sceaux avait pu évoquer celui de faire baisser la détention provisoire des enfants, laquelle est en constante augmentation et a atteint de chiffres sans précédents avant le confinement. Il s'agit d'un objectif louable, la détention des enfants étant une anomalie en soi, la prison n'étant jamais un cadre favorisant leur évolution. Or, rien n'est réellement prévu dans le projet de CJPM pour la limiter, sans même parler de la

supprimer. Surtout, alors que le principal facteur de la détention provisoire est l'augmentation des contrôles judiciaires, difficiles à respecter pour des adolescent.e.s et qui sont fréquemment révoqués, rien n'est envisagé non plus afin d'en limiter le prononcé. A l'inverse, les seuls lieux de placement sur lesquels le gouvernement a misé sont les centres fermés, qui n'ont d'éducatifs que le nom puisqu'ils ne peuvent être prévus que dans le cadre d'une mesure coercitive. Pourtant, leur efficacité est loin d'être démontrée par rapport au coût qu'ils représentent.

S'il est un domaine où de simples amendements ne suffiront pas à parvenir à l'objectif que nos organisations réclament pour la justice des enfants, c'est bien celui-ci. Il est plus que temps d'engager une réelle réflexion, de réelles études, sur l'impact des placements en centre fermé ou en détention sur la délinquance des mineurs. Ces lieux d'enfermement sont extrêmement coûteux et absorbent actuellement l'essentiel des moyens de la PJJ qui pourraient utilement être redéployés vers des mesures éducatives en milieu ouvert, des lieux d'hébergements et d'insertions innovants et plus nombreux, permettant d'intervenir plus efficacement en amont de l'ancrage de l'enfant dans un parcours délinquant.

L'objectif du projet de texte est donc ici et encore l'enfermement, alors qu'il est acquis, par tous les professionnels de l'enfance, que l'accompagnement éducatif, soutenu, individualisé, donne beaucoup plus de résultats, dans le temps, et donc participe bien mieux de l'objectif commun : aider ces jeunes, pour eux et elles comme pour la société, à ne pas réitérer.

Nous proposons néanmoins, dans ce cadre contraint et loin de nos ambitions, une série d'amendements pour durcir les conditions permettant de prononcer un contrôle judiciaire (amendement à l'article L331-1) ou une détention provisoire (amendements aux articles L334-4 et L334-5), ainsi que pour réduire la durée de la détention provisoire (amendements aux articles L433-3 à L433-5).

Nous proposons par ailleurs un amendement pour s'assurer que les conditions de prononcé de l'exécution provisoire des peines fermes pour les enfants n'aboutissent pas à plus de sévérité pour ces derniers que pour les adultes (L123-2).

- **Préserver le temps éducatif en supprimant les contraintes de délais et en limitant les facteurs d'accélération du prononcé de la sanction**

La philosophie de l'ordonnance du 2 février 1945 était, par rapport à la justice des adultes, de se laisser du temps pour accompagner l'enfant et le laisser prendre conscience de ses actes, de leur portée, lui permettre d'évoluer, avant que de prononcer la sanction. C'est la bonne articulation entre le judiciaire et l'éducatif, la cohérence, la bienveillance, la bienveillance et la qualité du lien éducatif qui feront contenance et permettront à l'adolescent.e d'accepter le cadre qui lui est donné. Ce temps peut être différent selon chaque enfant. Ainsi, certains jeunes auront besoin d'une courte mesure de 4 mois, quand d'autres auront besoin d'un placement d'un an. Par ailleurs, toute mesure judiciaire d'investigation éducative (MJIE) se doit de durer au moins six mois pour être suffisamment approfondie et permettre une réelle analyse de la situation familiale, des difficultés à l'origine de celles de l'enfant et de réfléchir à des solutions envisageables.

Or, les délais contraints prévus dans le cadre de la procédure de césure (3 mois entre la remise de la convocation et la première audience, 6 à 9 mois entre l'audience de culpabilité et l'audience de sanction) entrent en complète contradiction avec cette souplesse nécessaire. Plus encore, ils ne permettent pas le prononcé des mesures pourtant indispensables à la prise de décision. Par exemple,

le délai contraint de 3 mois pour un supplément d'information ne permet pas à la juridiction d'ordonner une MJIE ou une expertise psychiatrique ou psychologique de qualité avant le prononcé de la culpabilité, alors que ces deux mesures avant dire droit peuvent s'avérer utiles à une telle décision (notamment pour déterminer l'existence du discernement). Ces délais contraints sont en outre parfaitement inutiles car ils viennent répondre à un constat, celui de l'allongement de la durée des procédures devant le ou la juge des enfants, qui n'est nullement lié à la procédure ou au temps éducatif, mais au manque de moyens tant de la protection judiciaire de la jeunesse que des tribunaux pour enfants, qui fait que les audiences ont lieu tardivement, les mesures éducatives commencent avec retard, etc. **Nos organisations proposent donc de supprimer ces délais (amendements aux articles L423-7, L423-8 et L521-3).**

Par ailleurs, si la césure du procès pénal est mise en avant comme la procédure principale, permettant (sous réserve de ces questions de délais) de se laisser du temps pour des investigations éducatives et un accompagnement éducatif avant le prononcé de la sanction, force est de constater que de multiples exceptions ont été prévues, permettant de statuer en audience unique, donc dans l'immédiateté, ce qui s'apparente à une procédure de comparution immédiate qui ne dit pas son nom. Compte tenu des contraintes de délai, ces exceptions risquent d'être très fréquemment utilisées et de signer en réalité la fin du temps éducatif et de la spécificité de la justice des mineur.e.s. Il est impératif de les réduire à des cas particulièrement stricts. **Aussi, selon nos organisations, la possibilité de statuer en une seule audience ne doit pouvoir être réservée qu'à des cas simples, de faible gravité, pour lesquels une simple mesure éducative est ordonnée. A l'inverse, nous soutenons qu'il faut supprimer toute possibilité de statuer en audience unique, tout particulièrement pour les enfants qualifiés de « multi-réitérants », ou « multirécidivistes » qui, plus que les autres, méritent que l'on s'efforce de prendre le temps de l'analyse et de l'accompagnement (amendements aux articles L423-4, L521-1, L521-2 et L521-26 et suivants). Dans le même sens, nous sollicitons la suppression des possibilités offertes par le texte de raccourcir la durée de la mesure éducative initialement ordonnée en cas de récidive (amendement à l'article L423-10 et L521-11).**

- **Renforcer les droits de la défense en sanctuarisant davantage la présence obligatoire d'un.e avocat.e**

Garantir les droits de la défense d'un.e mineur.e passe par une présence accrue des avocat.e.s au côté de ceux-ci et de celles-ci ; présence continue et non saccadée, dossier par dossier. Outre la présence de l'avocat.e à toutes les étapes de la procédure, **il est en effet primordial que le ou la même avocat.e soit présent.e pour tous les dossiers pénaux d'un.e même mineur.e mais également s'il y a un dossier d'assistance éducative, qu'il puisse l'assister dans ce domaine, ce que le CJPM ne prévoit pas (amendement à l'article L12-4).**

Or si le projet de code affirme le principe selon lequel chaque mineur.e bénéficie de son avocat.e, dans les faits, les délais contraints vont mettre à mal son effectivité. En effet, requérir la présence de l'avocat.e parfois à 10 jours, sera impossible à garantir systématiquement.

En outre, l'atteinte aux droits de la défense des mineur.e.s, dans certaines hypothèses procédurales, perdure toujours, ce qui n'est pas acceptable. **Il aurait par exemple été opportun de prévoir l'examen médical obligatoire pour les 16 – 18 ans, ce qui n'a pas été le cas. Nous proposons donc un amendement en ce sens à l'article L413-8.**

Par ailleurs, en matière d'audition libre, le droit effectif à être assisté d'un ou d'une avocat.e n'est pas prévu et la dérogation possible pour le magistrat en charge de la décision (souvent du Parquet)

n'est pas normale et conduit à ce que le ou la mineur.e ait moins de droits que l'adulte . L'exercice de ce droit de la défense est soumis à l'autorité de poursuite ce qui est contraire à la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales. **Nous demandons donc qu'il n'y ait pas d'exception à la présence obligatoire de l'avocat en audition libre (amendement à l'article L412-2)**

- **Garantir la spécificité de la justice des mineurs par la spécialisation des acteurs et des procédures (amendements aux articles L12-1, L423-1 et L422-2 à L422-4)**

Un des principes constitutionnels essentiels en droit des mineurs est celui de la spécialisation, des acteurs et actrices comme des procédures qui leurs sont applicables. Il s'agit de s'assurer que leur minorité sera bien prise en compte et qu'ils ne seront pas jugés comme des majeurs ce qui suppose à la fois l'intervention de professionnels ayant une bonne connaissance des problématiques de l'enfance et du droit des mineurs ainsi que des procédures spécialisées, qui ne doivent pas être systématiquement la transposition des procédures applicables aux majeurs.

En ce sens, nous sollicitons plusieurs amendements :

- **pour garantir une exigence de formation des acteurs et actrices (Amendement à l'article L12-1)**
- **prohiber le jugement des enfants, même pour des contraventions, par une juridiction non spécialisée, à savoir le tribunal de police (Amendements à l'article L423-1 et amendements de concordance dans tout le code)**
- **prohiber l'application de procédures expéditives et sans audience devant un juge des enfants telles que la composition pénale (Amendements aux articles L422-2 à L422-4)**

- **Garantir le droit d'appel (article L531-3)**

Le droit à un recours effectif et partant à un second degré de juridiction est un droit fondamental. Or, dans ce projet de Code, il est prévu qu'en cas d'appel sur la culpabilité la juridiction de première instance pourra prononcer une sanction quand bien même la cour d'appel n'aurait pas encore statué sur l'appel de la culpabilité. Quel sens cela peut-il avoir pour le ou la mineur.e et comment pourrait-il ou elle comprendre et accepter la sanction ainsi prononcée? Par ailleurs, dans cette hypothèse, la cour d'appel statuerait *a posteriori*, à la fois sur la culpabilité et sur la sanction. Cela prive le ou la mineur.e en appel d'une première audience, uniquement dédiée à la question de la culpabilité et donc à la caractérisation des faits, au sens pénal du terme. Les risques sont nombreux en étant autorisé à statuer dans le même temps sur la culpabilité et sur la sanction, que l'on dérive rapidement sur la question de la sanction, la culpabilité étant, de fait, admise et l'analyse intellectuelle de la caractérisation de l'infraction omise.

Nous revendiquons donc qu'il soit prévu une impossibilité pour la juridiction de première instance de statuer sur la sanction si la cour d'appel n'a pas encore rendu sa décision sur la culpabilité, via un mécanisme de sursis à statuer.

- **Favoriser le droit à l'oubli (articles L631-2 et suivants)**

La réinsertion d'un ou d'une adolescent.e condamné.e pénalement passe par la capacité à ne pas être étiqueté.e comme « mineur.e délinquant.e » tout au long de sa vie et notamment au début de la majorité, période très importante en matière d'entrée dans la vie professionnelle. Il est également primordial que certains comportements passés puissent ne pas laisser de traces indélébiles du point de vue de la justice au risque sinon de constituer des parcours réitérants ou récidivistes de façon

élargie et donc faussée par rapport aux réels actes réalisés sur parfois des dizaines d'années. Il ne s'agit aucunement de laxisme, mais au contraire d'un juste équilibre entre la justice des mineur.e.s qui est belle et bien prononcée, et la prise en compte du fait que les enfants sont des êtres en construction, auxquels il faut laisser la possibilité de définitivement tourner la page sur un parcours délinquant souvent temporaire et lié à une période adolescente difficile.

Nous demandons donc que certaines décisions telles que les dispenses de peine ou dispense de mesure, qui sont le constat d'un reclassement important, puissent ne pas être inscrites au bulletin numéro un du casier judiciaire, si la juridiction le décide.

Il sera rappelé que ceci est prévu pour les majeurs, est prévu dans l'ordonnance du 2 février 1945, et n'est pas repris dans le projet de code. Nous souhaitons en outre, que les fiches relatives aux mesures éducatives ainsi qu'aux dispenses de mesure éducative et aux peines correctionnelles prononcées à l'encontre d'un ou d'une mineur.e soient retirées **à la majorité ou à l'expiration d'un délai de trois ans** à compter du jour où la mesure a été prononcée si la personne n'a pas, pendant ce délai, soit subi de condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle, soit exécuté une composition pénale, soit fait l'objet d'une nouvelle mesure éducative prononcée en application du présent code.

S'agissant plus spécifiquement des fichiers, il nous semble fondamental qu'un **principe de non-inscription des décisions au fichier national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes soit inscrit concernant les mineur.e.s de moins de 16 ans** et que la **décision éventuelle d'inscription soit réservée à certaines hypothèses et fasse systématiquement l'objet d'une motivation spécifique des juridictions.**

En vous remerciant pour l'attention que vous porterez à ce courrier, nous vous prions d'agréer, Mesdames et Messieurs les parlementaires, l'expression de notre haute considération.